



HAMBRE CERO

BARCELONA, 2-4 OCTUBRE 2024

V CUMBRE MUNDIAL DE LAS REGIONES
SOBRE SEGURIDAD Y SOBERANÍA ALIMENTARIA

ORU FOGAR

Generalitat
de Catalunya

CATALUÑA, DONDE LA COMIDA ES CULTURA

Note conceptuelle 1

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EST L'AFFAIRE DE TOUS

Le rôle des agriculteurs, de l'industrie, des consommateurs et des gouvernements

OBJECTIF

Lors du IV^e Sommet des Régions Faim Zéro tenu en Araucanie, au Chili, en 2022, le terme de souveraineté alimentaire a été choisi comme un dépassement du concept de « sécurité alimentaire ». Depuis lors, l'instabilité mondiale a mis un frein au commerce alimentaire mondial, confirmant la nécessité de garantir l'approvisionnement et d'avoir une production alimentaire locale. Paradoxalement, les agriculteurs européens, mobilisés ces derniers mois, dénoncent en même temps à quel point le commerce alimentaire international menace leurs moyens de subsistance. Nous sommes face à un changement de paradigme fondamental et tous les acteurs doivent se repositionner.

CONCEPTUALISATION

Le concept de « sécurité alimentaire » (*food security*) fait référence à la disponibilité et à la suffisance de nourriture. Il est né lors la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974 lorsque, après la crise pétrolière de 1973, on craignait une pénurie de produits. Selon la FAO, on peut parler de sécurité alimentaire lorsque toutes les personnes ont accès à de la nourriture pour satisfaire leurs besoins nutritionnels, afin de mener une vie active et saine. Cette approche reconnaît l'accès à l'alimentation comme un problème central et affirme la nécessité de promouvoir des politiques publiques redistributives, de coordonner la production alimentaire avec les besoins nutritionnels et de mettre en œuvre des propositions de protection sociale pour faire face aux crises temporaires.

Toutefois, lorsque l'on parle de sécurité alimentaire, l'origine des aliments n'est pas du tout prise en compte. Ainsi, cette approche, qui implique que les aliments peuvent finalement être achetés dans les destinations les plus lointaines, finit par avoir des effets pervers, endettant les pays et les rendant totalement dépendants. Face à ces effets pervers de la mondialisation, le concept de « souveraineté alimentaire » a commencé à être utilisé dès 1996.

Lorsque l'on parle de « souveraineté alimentaire », l'on mise non seulement sur la disponibilité des aliments, mais aussi sur le fait qu'ils consolident l'économie locale, génèrent des revenus pour les agriculteurs autochtones et contribuent au maintien de la biodiversité du lieu. Le concept de souveraineté alimentaire ne s'oppose pas à celui de sécurité alimentaire, mais le complète. En effet, il ne se concentre pas exclusivement sur les politiques alimentaires mais englobe l'ensemble du système alimentaire. De cette



HAMBRE CERO

BARCELONA, 2-4 OCTUBRE 2024

V CUMBRE MUNDIAL DE LAS REGIONES
SOBRE SEGURIDAD Y SOBERANÍA ALIMENTARIA



CATALUÑA, DONDE LA COMIDA ES CULTURA

manière, l'accent est mis sur le système de production alimentaire lui-même, sur la manière dont les aliments sont cultivés, distribués et consommés, au-delà des exigences des marchés et des entreprises.

La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies locales, en mettant en avant les agriculteurs et l'agriculture familiale, et en plaçant la production, la distribution et la consommation alimentaires à la base de la durabilité environnementale, sociale et économique. De cette manière, l'on cherche à garantir que les droits d'accès à la terre, aux territoires, à l'eau, aux semences, au bétail et à la biodiversité soient entre les mains de ceux qui produisent les aliments. Une approche qui est interprétée comme le meilleur moyen d'atteindre l'Objectif de développement durable 2 « Faim Zéro ».

Cette volonté ne doit pas être incompatible avec le fait que le marché alimentaire mondial permet à l'Europe d'acheter certains fruits et légumes d'Afrique du Nord, que les États-Unis les achètent en Amérique du Sud et que tout le Nord achète des bananes à l'Équateur, ainsi que du café et du cacao à de nombreux pays d'Afrique ou d'Amérique. Ces achats sont essentiels pour approvisionner les marchés du Nord, ainsi que pour l'économie du Sud. Cela ne doit pas pour autant empêcher l'augmentation des zones de souveraineté, tant au Nord qu'au Sud, car personne ne peut compter sur le soutien d'un commerce international de plus en plus vulnérable à toute éventualité.

Ce changement de paradigme implique de modifier de nombreuses politiques, mais aussi les approches économiques et sociales. Cela signifie, dans un premier temps, de placer l'agriculteur au centre même du système alimentaire. Ainsi, les décennies au cours desquelles l'agriculteur a été écarté du système social et économique et les siècles au cours desquels il a été méprisé d'un point de vue culturel sont révolus. Aujourd'hui, l'agriculteur est chargé de remplir nos assiettes, à une époque où l'aliment – comme par le passé – va de nouveau acquérir un statut proche du sacré car il nous rapproche de la terre et de la nature.

L'industrie agroalimentaire, essentielle de nos jours pour offrir au consommateur des aliments sains et nutritifs, devra s'adapter à la nouvelle donne. Une plus grande responsabilité sociale sera exigée, depuis l'utilisation de l'eau jusqu'à son rôle dans la consolidation de l'économie locale. Le respect des normes environnementales sera crucial. L'industrie agroalimentaire devra par ailleurs avoir une relation beaucoup plus étroite avec l'agriculteur.

Le consommateur est un élément clé de cette transition. Dans les secteurs sociaux instruits, la sensibilisation à l'alimentation se répand de plus en plus, ce qui implique l'exigence de produits de qualité, nutritifs et avec des garanties. Cette prise de conscience s'accroît également en ce qui concerne le facteur de la proximité. Le produit Km0 a bonne presse. Cette prise de conscience n'atteint cependant pas de larges couches de la population, notamment les segments les plus pauvres. Ces derniers recourent souvent à la « malbouffe » et vivent dans des territoires où il peut s'avérer difficile de trouver des aliments frais et nutritifs. Les autorités ont sans aucun doute une responsabilité à cet égard et peuvent sûrement rapprocher les producteurs locaux de ces secteurs les plus vulnérables.

Les gouvernements régionaux ont enfin un rôle clé à jouer dans le renforcement de la souveraineté alimentaire en coordination avec les acteurs nationaux et locaux, en développant des initiatives au sein de leurs territoires. De cette manière, leurs politiques



HAMBRE CERO

BARCELONA, 2-4 OCTUBRE 2024

V CUMBRE MUNDIAL DE LAS REGIONES
SOBRE SEGURIDAD Y SOBERANÍA ALIMENTARIA



CATALUÑA, DONDE LA COMIDA ES CULTURA

publiques peuvent avoir une influence sur de nombreux aspects, comme sur la sensibilisation des consommateurs ou jouer un rôle prépondérant dans la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Mais avant tout, les gouvernements régionaux doivent constituer un soutien fondamental pour le secteur primaire. Ce soutien revêt de nombreuses facettes. L'ORU Fogar a toujours soutenu que le développement du monde rural est intrinsèquement lié au progrès du secteur agricole. Cela signifie que, pour renforcer l'agriculture, il est indispensable d'équiper le monde rural d'infrastructures et de services publics.

À l'heure où la sécurité de l'eau est fondamentale pour le secteur agricole, les régions doivent assumer leurs responsabilités à cet égard. La centralisation de la gestion de l'eau, notamment de l'eau d'irrigation, est une catastrophe pour le secteur primaire dans de nombreux pays.

Si nous voulons renforcer la souveraineté alimentaire des régions, il est essentiel de raccourcir la chaîne alimentaire en rapprochant le producteur du consommateur. Les gouvernements régionaux, en collaboration avec les gouvernements locaux, doivent promouvoir l'existence de canaux de distribution et de réseaux de marché où commercialiser les aliments issus de l'agriculture locale. La création de marchés inclusifs peut contribuer à combler le fossé entre producteurs et consommateurs, en favorisant la reconnaissance mutuelle, le bien-être, l'emploi et la fourniture de biens et services abordables. Les initiatives telles que les chaînes d'approvisionnement alimentaire courte (SFSC) prônées par la FAO peuvent représenter une alternative pour faciliter l'accès aux aliments cultivés et élevés de manière durable, grâce à des échanges directs entre producteurs et consommateurs. De nombreux pays du Sud, dotés de marchés et de magasins paysans, peuvent partager leur expérience avec les pays développés, qui ont oublié de soutenir leur économie paysanne.

Enfin, il est important de promouvoir la gastronomie régionale à travers des événements, des festivals et des rencontres permettant d'échanger les connaissances et de favoriser la consommation d'aliments locaux, contribuant ainsi à la protection culturelle des territoires. Les gouvernements régionaux doivent également soutenir et protéger les appellations d'origine.



HAMBRE CERO

BARCELONA, 2-4 OCTUBRE 2024

V CUMBRE MUNDIAL DE LAS REGIONES
SOBRE SEGURIDAD Y SOBERANÍA ALIMENTARIA



CATALUÑA, DONDE LA COMIDA ES CULTURA

QUESTIONS ET INTERROGATIONS

- Comment parvenir à la souveraineté alimentaire en Europe avec un secteur agricole que l'on dit si menacé ?
- Comment la souveraineté alimentaire du Nord est-elle compatible avec l'achat de produits du Sud ?
- Quel est le domaine dans lequel votre gouvernement régional peut contribuer davantage à la souveraineté alimentaire ?
- Comment raccourcir la chaîne alimentaire ?
- L'industrie agroalimentaire actuelle, avec des entreprises mondiales, peut-elle contribuer à la souveraineté alimentaire des territoires ?
- Quelles actions les gouvernements régionaux et locaux peuvent-ils mener pour progresser vers la souveraineté alimentaire, dans le cadre du libre-échange mondial ?
- Quelles actions les gouvernements régionaux et locaux entreprennent-ils pour promouvoir les circuits courts de distribution ?